



Direction Générale/Conseil Municipal

Le 4 juin 2020

**PROCES-VERBAL
SEANCE PUBLIQUE ORDINAIRE
A HUIS CLOS
CONSEIL MUNICIPAL
JEUDI 28 MAI 2020**

L'an deux mille vingt, le vingt-huit du mois de mai à 18 heures 30 minutes, en application des articles L. 2121-7 et L. 2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Municipal de la commune de MABLY - salle polyvalente du gymnase du Bourg.

Le nombre de conseillers en exercice, au jour de la séance, était de 29 sur lesquels il y avait 27 membres présents, savoir :

MM PEYRON Eric - VIGOGNE Ambre - PRALAS Serge - FADHLOUN Itidal (1) - GODOT Robert - BARROSO Martine - GENESTE Jacky - BERNARD Valérie - BEN TAIEB Karim - PILATO Anne - PEGON Arnaud - PLOTTON Françoise - DIALLO Daouda - DIAT Marie-Thérèse - VILLARD Xavier - SECCO Patricia - CHELBI Habib - MAHMOUDI Nasséra - SAUNIER Marlène - GAYA Patrick - D'HAYER Marie-France (2) - DION Maurice - FORESTIER Nathalie - VIEILLY Charlotte - LACOTE Clément - RENAUD Marie-Laure - BARRIQUAND Bruno

Absent excusé avec pouvoir : **LAVIGNOTTE Serge**

Absentes excusées sans pouvoir : **FAYET Ghislaine**

(1) Arrivée à 19 H (pour vote sur le huis clos)

(2) Arrivée à 18 H 50 (pour vote sur le huis clos)

Secrétaire élu(e) pour la durée de la séance : **Arnaud PEGON**

A l'ouverture de la séance, M. Le Président a déposé sur le bureau de l'Assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les Conseillers Municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Aux fins de lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, l'Ordonnance n° 2020-562 du 13 mai 2020 a adapté les règles de fonctionnement des Conseils Municipaux pendant la durée de l'état d'urgence qui court jusqu'au 10 juillet 2020 inclus. Le quorum est fixé à un tiers des membres présents en exercice et chaque élu peut être porteur de 2 pouvoirs (article 1^{er} de l'Ordonnance).

NOMS DES MANDANTS	NOMS DES MANDATAIRES
LAVIGNOTTE Serge	GODOT Robert

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.

Le contexte actuel sanitaire justifie un changement du lieu habituel de réunion et le fait que celle-ci se tienne sans public.

La salle est disposée de façon à respecter les gestes barrières dont la distanciation sociale pour toutes les personnes présentes.

Pour mémoire, à la suite du renouvellement général le 15 mars 2020, les conseillers nouvellement élus sont installés lors de la première réunion de l'Assemblée, qui se tient normalement de plein droit au plus tôt le vendredi et au plus tard le dimanche suivant le tour de scrutin à l'issue duquel le conseil a été élu au complet, conformément l'article L. 2121-7 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Par dérogation aux dispositions de l'article L. 2121-12 du CGCT concernant les Communes de 3 500 habitants et plus, la convocation est adressée aux membres du Conseil Municipal trois jours francs au moins avant celui de cette première réunion.

En raison du contexte sanitaire, la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 a été adoptée pour faire face à l'épidémie de Covid-19, instaurant un état d'urgence sanitaire pour une période de deux mois et mettant en œuvre des mesures exceptionnelles, notamment sur la gouvernance des collectivités territoriales.

La Loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 est venue proroger l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 10 juillet 2020 inclus.

L'Ordonnance n° 2020-562 du 13 mai 2020 présente le dispositif et les conditions permettant l'installation des Conseils Municipaux élus au premier tour. Elle fixe la date d'entrée en fonction des Conseillers Municipaux au lundi 18 mai 2020. De ce fait, les Conseils Municipaux doivent organiser, au plus tôt 5 jours et au plus tard 10 jours après cette entrée en fonction, soit entre le samedi 23 mai et le jeudi 28 mai, la première réunion du Conseil Municipal permettant d'élire le Maire et les Adjoints.

Le Décret n° 2020-571 du 14 mai 2020 confirme l'entrée en fonction des élus issus du premier tour du scrutin le 18 mai 2020.

A la demande de M. Le Maire, en raison de la crise sanitaire du COVID-19, il est proposé à l'Assemblée une séance à huis clos conformément à la possibilité offerte par l'article L. 2121-18 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) par voie d'exception : ***néanmoins, sur la demande de trois membres ou du maire, le conseil municipal peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.***

L'article L. 2121-18 du CGCT ne limite pas les possibilités de décider du huis clos, et aucune autre disposition législative ou réglementaire ne limite de manière générale cette possibilité.

Par conséquent, les délibérations à huis clos peuvent porter sur toute question relevant de la compétence du conseil municipal.

La proposition de M. LADET, Maire sortant, de tenir la séance à huis clos a été adoptée à l'unanimité.

Il est précisé qu'un enregistrement de la séance est réalisé par la société Oz Média avec retransmission différée sur le site internet (au plus tard le 1^{er} juin 2020) pour rendre le caractère public de la séance

M. LADET souhaite introduire cette séance par le rappel des résultats officiels du 15 mars dernier :

- 5 398 inscrits
- 1 820 votants
- 40 blancs
- 56 nuls
- 1 724 suffrages exprimés
- Liste conduite par M. BARBIER Un nouvel avenir pour Mably : 369 voix
- Liste conduite par M. PEYRON Construisons ensemble le Mably de demain : 1089 voix
- Liste conduite par M. BARRIQUAND Bien vivre à Mably : 266 voix.

Il déclare également :

« La situation très particulière que nous venons de vivre en lien avec la pandémie par Coronavirus m'appelle à souligner la qualité de la réactivité de la Fonction hospitalière et de la Fonction Publique Territoriale.

Je rends hommage aux personnels soignants pour leur engagement total au service de la santé de chacun, dans des situations de prises de risque que nous reconnaissons. Plus que d'applaudissements et de médailles, ils ont aujourd'hui besoin d'une reconnaissance salariale en lien avec leurs responsabilités. Ils ont besoin aussi de conditions de travail et de moyens redonnant dignité à leur activité professionnelle.

Je rends hommage aux personnels de la Fonction Publique Territoriale pour leur engagement total, leur réactivité organisationnelle en lien étroit avec les élus, leur militantisme. Vous aurez la chance d'avoir à vos côtés un accompagnement parfait, ici, à Mably pour la réalisation de vos projets sous l'autorité reconnue de notre Directrice Générale des Services.

La situation sanitaire actuelle appelle les élus à de nouvelles responsabilités.

Le développement économique s'il doit être dans l'urgence accompagné et aidé, doit aussi faire l'objet de questionnements fondamentaux sur la répartition des richesses, sur son mode d'organisation planétaire, sur la rigueur des solidarités par une meilleure contribution des plus riches, sur la redéfinition des proximités de production.

La question sociale doit faire prioriser la lutte contre l'aggravation des situations de pauvreté touchant aujourd'hui près de 10 millions de nos concitoyens en France. Nous ne pouvons-nous contenter de continuer à apporter des aides ponctuelles bien nécessaires mais insuffisantes. La question du Revenu universel se pose avec acuité.

La question environnementale autour des risques bioclimatiques doit amener une réflexion approfondie sur une période de transition consensuelle en lien avec le développement économique, les transports, les modes de production.

La question sanitaire est en lien étroit avec l'accès aux droits fondamentaux, le développement économique et l'environnement.

Il y a là un état d'esprit politique qui doit impérativement inspirer les projets à venir et faire remettre en cause les politiques libérales menées jusqu'à présent. Le projet porté par la municipalité sur ce mandat apporte et apportera des éléments forts de réponse dans un contexte territoriale où le bloc communal sera à nouveau à revisiter.

Je souhaite dédier ce premier conseil aux équipes qui m'ont accompagné durant ces trois mandats

et à tous les élus qui auraient aimé ce soir partager ce moment avec nous. Je les salue fraternellement.

Je dédie ce même conseil à Monique Masson-Courtiol qui nous manque ce soir. Monique est la mémoire historique de nos conseils. Elle y participe depuis son arrivée en mairie, y apportant précision préparatoire, suivi attentif et rendu personnalisé qui m'ont toujours donné plaisir à la relecture des PV de nos séances. J'emmène dans mon oreille la sonorité de son rire et l'assure d'une pensée durable tout au long des temps difficiles qui viennent.

Mes fonctions cessent à l'instant dans un mélange de satisfactions mais aussi un fond de tristesse. Le mandat de maire est sans nul doute le mandat le plus beau de toutes les fonctions électorales. Je sais que vous saurez poursuivre la noble tâche que vous a confiée la population de Mably. »

INSTALLATION DES CONSEILLERS MUNICIPAUX

Il appartient au Maire sortant de faire l'appel des Conseillers Municipaux nouvellement élus et de les déclarer installés dans leur fonction.

La séance a été ouverte sous la présidence de M. LADET, Maire sortant, qui a déclaré les membres du Conseil Municipal cités ci-dessus (présents et absents) installés dans leurs fonctions.

INFORMATION DE L'INSTALLATION DE NOUVEAUX ELUS SUITE A DES DEMISSIONS

Par courrier réceptionné le 16 mars 2020, Madame Chantal Fortier a présenté sa démission. La candidate suivante sur la liste « Un nouvel avenir pour Mably », Madame Vieilly Charlotte a été contactée et a accepté de siéger au sein du Conseil Municipal.

Par mail du 20 avril 2020, Monsieur Jean, Pierre Barbier, a également présenté sa démission. Le candidat suivant sur la liste « Un nouvel avenir pour Mably », Raoul Junet, a fait part, par mail du 5 mai 2020, qu'il ne souhaitait pas donner suite. Madame Renaud Marie-Laure est la candidate suivante sur cette liste.

Par courrier du 3 mai 2020, Madame Mylène Nové a fait part de sa démission. M. Amaury Sapin a donc été sollicité, s'agissant du suivant sur la liste « Bien vivre à Mably », donnant également sa démission par courrier du 12 mai 2020. Madame Fayet Ghislaine est la candidate suivante sur cette liste. Sa lettre de démission étant parvenue le 28 mai, elle est notée comme absente excusée ce soir et le suivant de la liste, M. Catheland sera prochainement appelé en vue de la prochaine séance du Conseil Municipal.

M. Le Sous-Préfet a parallèlement été informé de ces démissions volontaires.

Il est précisé que ces démissions ne sont effectives qu'à compter de la date d'entrée en fonction des nouveaux élus, soit le 18 mai 2020, conformément aux effets de la Loi 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, la Loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions et au Décret n° 2020-571 du 14 mai 2020 spécifiant les dispositions d'installation des élus issus du premier tour du scrutin.

Conformément à la réglementation relative au remplacement des Conseillers Municipaux démissionnaires, et plus particulièrement à l'article L. 270 du Code Electoral, il a été fait appel aux

candidats suivants, sur les listes concernées « UN NOUVEL AVENIR POUR MABLY » et « BIEN VIVRE A MABLY ».

M. LADET regrette que les élus démissionnaires n'aient pas suffisamment anticipé les sujétions et la disponibilité liées à l'exercice des fonctions électives remettant ainsi en cause la confiance apportée par la population mablyrote à ces mêmes élus de nature à porter atteinte au fonctionnement démocratique de la collectivité et ce comme lors du mandat qui s'achève. De plus, ces démissions successives nécessitent l'accomplissement de démarches administratives en terme d'information auprès des services de l'Etat et d'appel du suivant des listes concernées jusqu'à son acceptation de siéger dans une période où les services municipaux sont déjà fortement mobilisés.

En conséquence, le Conseil Municipal déclare officiellement installés dans leurs fonctions de Conseillers Municipaux les nouveaux élus suite aux démissions successives sur les listes « Un nouvel avenir pour Mably » et « Bien vivre à Mably ».

Une fois ces formalités accomplies, le Maire sortant passe la présidence de la séance au doyen âge (le plus âgé des conseillers municipaux présents) des membres présents du Conseil Municipal, Mme PLOTTON. Cette dernière a procédé à l'appel nominal des membres du Conseil, a dénombré 27 conseillers présents et a constaté que la condition du quorum était remplie.

Est ensuite désigné un élu en qualité de secrétaire par le Conseil Municipal conformément à l'article L. 2121-15 du CGCT. M. PEGON, le plus jeune des conseillers municipaux présents, est désigné secrétaire de séance.

1. ELECTION DU MAIRE

Présidence de l'Assemblée

La séance, au cours de laquelle il est procédé à l'élection du Maire, est donc présidée par le plus âgé des membres du Conseil Municipal selon l'article L. 2122-8 du CGCT.

Dans le cas présent, celui-ci devra procéder à l'appel nominal des membres du Conseil. Il dénombrera le nombre de conseillers présents et constatera que la condition de quorum est, ou, non remplie. Les règles du quorum, compte tenu des différents textes publiés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire dont l'article 10 de la loi n° 2020-290 modifié par l'article 1^{er} de l'Ordonnance n° 2020-562, fixent à un tiers des membres présents en exercice pour délibérer valablement, soit 10 élus présents. (Les conseillers absents représentés par un mandataire auquel ils ont donné une procuration ne comptent pas pour le calcul des présents).

Constitution du Bureau

Le Conseil Municipal doit désigner deux assesseurs au moins pour les opérations de vote : M. LACOTE et M.BARRIQUAND acceptent d'occuper les fonctions d'assesseurs sur proposition de Mme PLOTTON.

Le doyen d'âge invite ensuite le Conseil Municipal à procéder à l'élection du Maire et lit les articles L. 2122-4 et L. 2122-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article L. 2122-4

« Le Conseil Municipal élit le Maire et les Adjointes parmi ses membres, au scrutin secret. Nul ne peut être élu Maire s'il n'est âgé de 18 ans révolus ».

Article L. 2122-7

« Le Maire est élu au scrutin secret et à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu ».

Pour le calcul de la majorité, est pris en compte le nombre de suffrages exprimés et non l'effectif légal du Conseil Municipal.

Déroulement du scrutin

En principe, chaque conseiller municipal, à l'appel de son nom, s'approche de la table de vote et dépose l'enveloppe dans l'urne prévue à cet effet. Le contexte sanitaire a modifié un peu ce mode opératoire, M. PEGON se déplaçant auprès de chaque conseiller municipal en prononçant à haute et intelligible voix le nom des conseillers municipaux déposant eux-mêmes leurs enveloppes dans l'urne prévue à cet effet. Chaque votant était porteur d'une seule enveloppe du modèle uniforme fourni par la mairie, à l'exception de M. GODOT mandataire de M. LAVIGNOTTE.

Il est ensuite procédé au dépouillement des bulletins de vote.

Résultats du 1^{er} tour de scrutin :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote : 0

Nombre de votants (enveloppes déposées) : 28

Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral) : 0

Nombre de suffrages blancs (art. L. 65 du code électoral) : 4 blancs

Nombre de suffrages exprimés : 24

Majorité absolue : 13

INDIQUER LES NOM ET PRÉNOM DES CANDIDATS (dans l'ordre alphabétique)	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	En chiffres	En toutes lettres
Eric PEYRON	24	Vingt quatre

Monsieur Eric PEYRON a été proclamé Maire et a été immédiatement installé.

Il poursuit par la déclaration suivante :

« Merci à tous pour la confiance que vous m'accordez.

C'est un honneur que de succéder à Jean-Jacques Ladet, à Daniel Rimaud, à Paul Desroches. 3 maires avec lesquels j'ai travaillé au sein du Conseil Municipal de Mably.

Jean-Jacques tu te retires aujourd'hui de la mairie après 25 années, dont 19 en tant que maire au service de Mably, une ville que tu as adoptée de tout cœur.

19 années durant lesquelles on ne pouvait qu'être admiratif face à ton travail, ton charisme, ton empathie, ton engagement politique, tes prises de parole lors des commémorations, riches... mais interminables !

Je vais tout mettre en œuvre pour être à la hauteur de la fonction qui est maintenant la mienne, pour tous les Mablyrots, pour les élus engagés près de moi avec une pensée pour Serge Lavignotte qui est hospitalisé, pour les services municipaux, auxquels j'adresse des remerciements appuyés pour leur implication dans la gestion de cette crise sanitaire que nous traversons.

Je pense particulièrement à nos cadres qui en ont perdu leurs repères temporels pour faire fonctionner nos services, à nos agents sur le terrain pour lesquels le service public n'est pas un vain mot. Pour preuve trois d'entre eux ont été contaminés durant l'ouverture de l'école cible Jacques Prévert.

J'ai une pensée émue pour Monique Masson-Courtiol qui n'est pas présente ce soir, elle qui n'avait pas raté un seul conseil d'installation.

Ce nouveau mandat, qui commence enfin, sera pour nous tous, tout en suivant la voie tracée par les équipes précédentes, l'occasion de concrétiser un programme riche élaboré en équipe.

Une équipe grandement renouvelée, qui piaffe d'impatience pour initier des projets innovants, proposer des idées nouvelles, sources de motivation pour nos services.

Nous invitons cordialement les cinq élus issus des deux autres listes à participer activement aux débats dans le cadre des commissions permanentes.

6 années s'ouvrent à nous tous, afin d'œuvrer au développement de Mably afin que notre commune demeure vivable, viable et équitable. »

Aussitôt après l'élection du Maire, le Conseil procède à l'élection des Adjoints sous la présidence du Maire nouvellement élu.

2. DETERMINATION DU NOMBRE D'ADJOINTS (Rapporteur : Eric PEYRON)

Article L. 2122-2 du CGCT

« Le Conseil Municipal détermine le nombre des Adjoints au Maire sans que ce nombre puisse excéder 30 % de l'effectif légal du Conseil Municipal » : soit 8 au maximum pour Mably. Il est proposé de le fixer au nombre de 8.

Conformément à l'article L. 2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) : « Le Conseil Municipal détermine le nombre des Adjoints au Maire sans que ce nombre puisse excéder 30 % de l'effectif légal du Conseil Municipal ».

Au regard de l'article L. 2122-2 du CGCT : « Le nombre des membres du Conseil Municipal pour une Commune entre 5 000 et 9 999 habitants est de 29 ».

A l'unanimité, le Conseil Municipal fixe à 8 le nombre d'adjoints au Maire.

3. ELECTION DES ADJOINTS (Rapporteur : Eric PEYRON)

Article L. 2122-7-2

« Dans les communes de 1 000 habitants et plus, les Adjoints sont élus au scrutin de liste à la majorité absolue, sans panachage, ni vote préférentiel parmi les membres du Conseil Municipal. Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un.

Si après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un 3^{ème} tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, les candidats de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élus. »

La liste est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe. La règle de l'alternance homme-femme s'applique.

Aucune disposition n'impose que le Maire et le 1^{er} Adjoint soient de sexe différent.

Le Conseil Municipal décide de laisser un délai de 5 minutes pour le dépôt, auprès du Maire, des listes de candidats aux fonctions d'adjoint au Maire qui doivent comporter au plus autant de conseillers municipaux que d'adjoints à désigner. Le Maire constate le nombre de listes déposées à savoir une seule liste celle présentée par M. PRALAS, au titre de la liste « Construisons ensemble le Mably de demain ».

L'ordre de présentation de la liste des candidats aux fonctions d'adjoint n'est pas lié à l'ordre de présentation des candidats à l'élection municipale et peut être différent de celui-ci.

Déroulement du scrutin

En principe, chaque conseiller municipal, à l'appel de son nom, s'approche de la table de vote et dépose l'enveloppe dans l'urne prévue à cet effet. Le contexte sanitaire a modifié un peu ce mode opératoire, M. PEGON se déplaçant auprès de chaque conseiller municipal en prononçant à haute et intelligible voix le nom des conseillers municipaux déposant eux-mêmes leurs enveloppes dans l'urne prévue à cet effet. Chaque votant était porteur d'une seule enveloppe du modèle uniforme fourni par la mairie, à l'exception de M. GODOT mandataire de M. LAVIGNOTTE.

Il est ensuite procédé au dépouillement des bulletins de vote et à la proclamation des résultats. Les Adjoints prennent rang dans l'ordre de la liste.

Résultats du 1^{er} tour de scrutin :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote : 0

Nombre de votants (enveloppes déposées) : 28

Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral) : 0

Nombre de suffrages blancs (art. L. 65 du code électoral) : 5

Nombre de suffrages exprimés : 23

Majorité absolue : 12

INDIQUER LES NOM ET PRÉNOM DE CHAQUE CANDIDAT PLACÉ EN TÊTE DE LISTE (dans l'ordre alphabétique)	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	En chiffres	En toutes lettres
Serge PRALAS	23	Vingt trois

Ont été proclamés adjoints et immédiatement installés les candidats figurant sur la liste conduite par Serge PRALAS. Ils ont pris rang dans l'ordre de cette liste, tels qu'ils figurent sur la feuille de proclamation annexée au PV d'installation avec la remise de leurs écharpes par M. Le Maire :

Liste Construisons ensemble le Mably de demain :

Serge PRALAS

Ambre VIGOGNE

Robert GODOT

Itidal FADHLOUN

Jacky GENESTE

Françoise PLOTTON

Karim BEN TAIËB

Valérie BERNARD

M. Le Maire rappelle la demande faite aux deux listes d'opposition de réfléchir à leur positionnement au sein des commissions permanentes et groupes de travail à raison d'un élu de chaque groupe par commission et par groupe de travail. La question de la mise en place de ces commissions et groupes de travail est programmée à l'ordre du jour de la séance du 8 juillet. M. LACOTE ayant déjà transmis les représentants de sa liste, M. Le Maire réitère la même demande auprès de M. BARRIQUAND.

Le procès-verbal d'installation du Maire et des adjoints a été dressé sur le champ sans observation.

4. LECTURE DE LA CHARTE DE L'ELU LOCAL (Rapporteur : Eric PEYRON)

Depuis la loi du 31 mars 2015, visant à faciliter l'exercice par les élus locaux de leur mandat, il est prévu que lors de la première réunion du Conseil Municipal, immédiatement après l'élection du maire et des adjoints, le Maire donne lecture de la charte de l'élus local prévue à l'article L. 1111-1-1, dont un exemplaire est remis avec la présente convocation. M. Le Maire a procédé à la lecture de la charte de l'élus local.

5. RAPPORT DECISIONS MUNICIPALES PRISES PAR LE MAIRE DEPUIS LA CONVOCATION A LA SEANCE DU 6 MARS 2020 EN VERTU DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (CGCT) (Rapporteur : Serge PRALAS)

Par délibération du 22 avril 2014, modifiée et complétée par les délibérations des 19 février 2016, 31 mai 2017 et 23 février 2018, le Conseil Municipal a accordé à Monsieur Le Maire, et aux Adjoints en cas d'absence ou d'empêchement du Maire, une délégation de pouvoirs en vertu de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Pour faire face à l'épidémie de COVID 19, la Loi d'urgence, en date du 23 mars 2020, a été adoptée portant prorogation des mandats des Conseillers Municipaux et prorogation des délégations données par l'assemblée délibérante au Maire. L'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020, visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales, a précisé les mesures dérogatoires. Parmi ces mesures, les exécutifs locaux

exercent, par une délégation qui leur est confiée de plein droit par l'article premier de l'Ordonnance, la quasi-totalité des attributions que le Conseil Municipal peut leur déléguer par délibération. Pour Mably, conformément au premier paragraphe de la présente délibération, le Conseil Municipal avait actionné la majorité des possibilités offertes par l'article L 2122-22 du CGCT.

En fonction de ces pouvoirs délégués, le Conseil Municipal doit être tenu informé des décisions prises.

Depuis la convocation à la séance du Conseil Municipal du 6 mars 2020, M. Le Maire a donc pris les décisions municipales suivantes :

MARCHES PUBLICS

DECISION MUNICIPALE N° 2020-22

PRESTATIONS DE CONSEILS JURIDIQUES ET DE PRE CONTENTIEUX
(HORS DEFENSE ET REPRESENTATION EN JUSTICE)

APPROBATION MARCHE AVEC LA SELARL BLT Droit Public

DECISION MUNICIPALE N° 2020-23

RECONDUCTION MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES
PRESTATIONS JURIDIQUES - REPRESENTATION EN JUSTICE AVEC LA
SELARL BLT Droit Public

DECISION MUNICIPALE N° 2020-24

HEBERGEMENT AU CHALET DU COL DE LA LOGE - PRESTATION DE LA
SARL LES GENS DE MONTAGNE DU COL DE LA LOGE

DECISION MUNICIPALE N° 2020-27

ASSURANCE DOMMAGES AUX BIENS AVEC GROUPAMA - AVENANT ANNUEL DE
REGULARISATION

DECISION MUNICIPALE N° 2020-28

INTERVENTION D'UNE PSYCHOLOGUE DANS LE CADRE DE L'ANALYSE
DE LA PRATIQUE PROFESSIONNELLE (APP) AUPRES DE 3 AGENTS DU
SERVICE ENFANCE-JEUNESSE-MEDIATION DE MABLY

DECISION MUNICIPALE N° 32

RECOURS A UNE PSYCHOLOGUE DU TRAVAIL DANS LE CADRE DE
L'ANALYSE DE LA PRATIQUE PROFESSIONNELLE PENDANT LA PERIODE
DE LA CRISE SANITAIRE

DIVERS

DECISION MUNICIPALE N° 2020-25

SERVICE CULTURE - MODIFICATION DE LA REGIE DE RECETTES POUR
L'ENCAISSEMENT DE LA REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE
PUBLIC DES FORAINS

DECISION MUNICIPALE N° 2020-26

ASSURANCE - ACCEPTATION INDEMNITE VERSEE PAR AXA FRANCE IARD
POUR DES DEGATS OCCASIONNES AU DOMAINE PUBLIC RUE Edmond ROSTAND A
MABLY LE 23 DECEMBRE 2019

DECISION MUNICIPALE N° 2020-29

ALIENATION D'UN TRACTOPELLE JCB 3CX A LA SOCIETE JCB LYOMAT

DECISION MUNICIPALE N° 2020-30

CONCESSION NOUVELLE DE 30 ANNEES AU CIMETIERE DE MABLY
N° JB34/2020-5

DECISION MUNICIPALE N° 2020-31

LOCATION D'UN APPARTEMENT COMMUNAL SITUE 12 RUE DE GUISE
A MABLY- APPROBATION RENOUVELLEMENT TEMPORAIRE BAIL D'HABITATION A
M. ET MME KAPERA

DECISION MUNICIPALE N° 2020-33

PROGRAMME DE TRAVAUX 2020 CONCERNANT L'AMELIORATION DE
L'ACCESSIBILITE DANS DIVERS BATIMENTS COMMUNAUX -
DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION D'EQUIPEMENT
DES TERRITOIRES RURAUX (DETR) 2020

DECISION MUNICIPALE N° 2020-34

TRAVAUX DE RENOVATION DE BATIMENTS SCOLAIRES -
DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION D'EQUIPEMENT
DES TERRITOIRES RURAUX (DETR) 2020

DECISION MUNICIPALE N° 2020-35

TRAVAUX DE REFECTION DU TERRAIN DE BASKET EXTERIEUR
DU GYMNASSE BOURG -
DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION D'EQUIPEMENT
DES TERRITOIRES RURAUX (DETR) 2020

DECISION MUNICIPALE N° 2020-36

MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE EN VUE DE LA
RESTRUCTURATION DES ECOLES DE MABLY -
DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION D'EQUIPEMENT
DES TERRITOIRES RURAUX (DETR) 2020

DECISION MUNICIPALE N° 2020-37

TRAVAUX DE RENOVATION THERMIQUE DANS DIFFERENTS
BATIMENTS COMMUNAUX -
DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DES DOTATIONS D'EQUIPEMENT
DES TERRITOIRES RURAUX (DETR) ET DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL
(DSIL) 2020

DECISION MUNICIPALE N° 2020-38

LOCATION D'UN APPARTEMENT COMMUNAL SITUE 4 RUE DU 19 MARS
A MABLY- RECONDUCTION TEMPORAIRE BAIL D'HABITATION AVEC
M. MANI Gani

DECISION MUNICIPALE N° 2020-39

SERVICE CULTURE - MODIFICATION DE LA REGIE DE RECETTES
ET D'AVANCES

DECISION MUNICIPALE N° 2020-40

LOCATION D'UN APPARTEMENT COMMUNAL SITUE 1 RUE DU PARC
A MABLY - RECONDUCTION TEMPORAIRE BAIL D'HABITATION AVEC Mme ZARIDZE
Khatouna

DECISION MUNICIPALE N° 2020-41

REQUETE PRESENTEE PAR LA SARL POMPES FUNEBRES REGIONALES
ET MARBRERIE FUNERAIRE JEAN-LUC ET JEAN-JACQUES PAIRE AUPRES
DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LYON SOUS LE N° TA N° 1909382 CONTRE
LA DELIBERATION N° 6 DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE MABLY EN
DATE DU 25 OCTOBRE 2019
AUTORISATION D'ESTER EN JUSTICE ET DESIGNATION D'UN AVOCAT

Le Conseil Municipal prend acte de la présentation des décisions municipales détaillées ci-dessus.

6. DELEGATION DE POUVOIRS ACCORDEE AU MAIRE ET AUX ADJOINTS EN CAS D'ABSENCE OU D'EMPECHEMENT DU MAIRE, EN VERTU DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (Rapporteur : Serge PRALAS)

Pour une meilleure efficacité dans la gestion des affaires courantes, le législateur offre la possibilité au Conseil Municipal de déléguer certaines de ses attributions au Maire.

Ces délégations sont organisées par le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) en ses articles L 2122-22, L 2122-23 et R 2122-7-1.

Dès lors, elles ont pour effet de dessaisir le Conseil Municipal au profit du Maire, emportant ainsi un transfert juridique des compétences.

Le Conseil Municipal ne peut déléguer ni l'ensemble de ses attributions, ni n'importe laquelle d'entre elles.

Article L2122-22

- Modifié par LOI n°2018-1021 du 23 novembre 2018 - art. 6
- Modifié par LOI n°2018-1021 du 23 novembre 2018 - art. 9

Le Maire peut, en outre, par délégation du conseil municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

2° De fixer, dans les limites déterminées par le conseil municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;

3° De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

- 8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- 9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- 10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
- 11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
- 12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
- 13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
- 14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
- 15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal ;
- 16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants et de 5 000 € pour les communes de 50 000 habitants et plus ;
- 17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal ;
- 18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
- 19° De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;
- 20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal ;
- 21° D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code ;
- 22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, dans les conditions fixées par le conseil municipal ;
- 23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

25° D'exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article L. 151-37 du code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;

26° De demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions ;

27° De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

28° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

29° D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

Les décisions prises par le Maire en vertu de cette délégation sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations du Conseil Municipal portant sur les mêmes objets, en particulier au niveau de la publication et du contrôle de légalité.

Le Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil Municipal des décisions prises et celui-ci peut toujours mettre fin à la délégation.

Il est rappelé que les délégations consenties en application de l'alinéa 3 prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du Conseil Municipal.

Après examen des différentes possibilités offertes par le législateur dans un souci de faciliter la gestion communale, il est proposé d'activer les propositions suivantes assorties de précisions indispensables à la mise en œuvre.

Propositions :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales	ACTIVATION	
2° De fixer, dans les limites déterminées par le conseil municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une	NON ACTIVATION	Proposition de laisser cette prérogative au Conseil Municipal

manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées		
3° De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article <u>L. 2221-5-1</u> , sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires	<p>ACTIVATION avec la rédaction suivante :</p> <p>« de procéder à la réalisation des emprunts, dans la limite des inscriptions budgétaires votées par le Conseil Municipal, destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ».</p>	
4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget	<p>ACTIVATION avec la rédaction suivante :</p> <p>« de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres de travaux, de fournitures ou de services d'un montant inférieur à 214 000 € HT, indépendamment de la nature du marché, ainsi que toute décision concernant leurs avenants ne relevant pas de la commission d'appel d'offres lorsque les crédits sont inscrits au budget.</p> <p>La signature des documents</p>	

	susmentionnés sont signés par le Maire, les Adjointes selon les règles de suppléance en cas d'empêchement du Maire ou la DGS. La DGS reçoit délégation de signature en matière de marchés publics conformément à l'article L 2122-19 du CGCT.	
5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans	ACTIVATION avec la rédaction suivante : « De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans tant pour le domaine public communal que pour le domaine privé communal ».	
6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes	ACTIVATION	
7° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux	ACTIVATION	
8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières	ACTIVATION	
9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges	ACTIVATION	
10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros	ACTIVATION	
11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts	ACTIVATION	
12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services	ACTIVATION	

fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demande		
13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement	NON ACTIVATION	Proposition de laisser cette prérogative au Conseil Municipal
14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme	ACTIVATION	
15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article <u>L. 211-2</u> ou au premier alinéa de l'article <u>L. 213-3</u> de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal	ACTIVATION avec la rédaction suivante : « d'exercer au nom de la commune les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code, dans les limites du budget de l'exercice en cours ».	
16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants et de 5 000 € pour les communes de 50 000 habitants et plus	ACTIVATION avec la rédaction suivante : «d'intenter au nom de la commune les actions en justice : la délégation pourra s'exercer pour intenter au nom de la Commune toutes les actions en justice devant les juridictions administratives et judiciaires (civiles et pénales), en demande comme en défense, en première instance comme en appel et en cassation, et le Maire et ses Adjoints pourront exercer toutes les voies de recours utiles. Sur le plan pénal, le Maire et les Adjoints seront autorisés à	

	représenter la Ville de Mably pour se constituer partie civile devant tout Juge d'Instruction, devant toute juridiction, en appel comme en cassation, et pourront exercer toutes les voies de recours utiles ; et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants ».	
17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal	ACTIVATION avec la rédaction suivante : « De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite des franchises contractuelles prévues dans le marché d'assurance ».	
18° De donner, en application de l'article <u>L. 324-1</u> du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local	ACTIVATION avec la rédaction suivante : « de donner en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ».	
19° De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article <u>L. 311-4</u> du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article <u>L. 332-11-2</u> du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour	ACTIVATION avec la rédaction suivante : « De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article <u>L. 311-4</u> du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article <u>L. 332-11-2</u> du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances	

voirie et réseaux ;	rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux. »	
20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal	ACTIVATION avec la rédaction suivante : « De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal dans la limite de 1 500 000 € ».	
21° D'exercer ou de déléguer, en application de <u>l'article L. 214-1-1</u> du code de l'urbanisme, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article <u>L. 214-1</u> du même code	NON ACTIVATION car nous n'avons pas de périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat à Mably	
22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux <u>articles L. 240-1 à L. 240-3</u> du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, dans les conditions fixées par le conseil municipal	NON ACTIVATION	
23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et <u>L. 523-5</u> du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune	ACTIVATION avec la rédaction suivante : « de prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ».	
24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre	ACTIVATION	
25° D'exercer, au nom de la	NON ACTIVATION	

commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article <u>L. 151-37</u> du code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne		
26° De demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions	ACTIVATION avec la rédaction suivante : « de demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions pour tout projet municipal présentant un intérêt public local ».	
27° De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux	ACTIVATION avec la rédaction suivante : « de procéder pour le compte de la commune au dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme relatives aux travaux de démolition, de transformation ou d'édification des biens municipaux lorsque les crédits sont inscrits au Budget ou habiliter toute personne publique ou privée à déposer de telles demandes sur les biens municipaux. »	
28° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de <u>l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975</u> relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation	NON ACTIVATION	
29° D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement.	ACTIVATION	

A la majorité par 27 Voix Pour - 1 Abstention (M. BARRIQUAND), le Conseil Municipal :

- **DONNE** au Maire délégation pour la durée de son mandat pour tous les domaines d'intervention énumérés ci-dessus conformément aux conditions précisées de cette délégation
- **AUTORISE** que la présente délégation soit exercée par le suppléant de M. le Maire en cas d'empêchement du Maire selon les règles de suppléance, par les Adjoints dans l'ordre du tableau
- **PREND** acte que, conformément à l'article L 2122-23 du CGCT, les décisions prises par M. Le Maire dans le cadre des pouvoirs qui lui sont ainsi délégués feront l'objet de toutes les mesures de publicité, notification et transmission légales et réglementaires
- **PREND** acte que cette délibération est à tout moment révocable
- **PREND** acte que la présente délégation ne saurait excéder la durée du mandat conformément à l'article L 2122-22 du CGCT sauf dispositions législatives particulières
- **PREND** acte que, conformément à l'article L 2122-23 du CGCT, M. Le Maire rendra compte à chaque réunion du Conseil Municipal de l'exercice de cette délégation.

7. INDEMNITES DE FONCTION MAIRE - ADJOINTS ET CONSEILLERS MUNICIPAUX DELEGUES (Rapporteur : Eric PEYRON)

Bien que les fonctions de maire, d'adjoint et de conseiller municipal soient en principe gratuites, les élus locaux peuvent recevoir de la part de leur collectivité une indemnité pour l'exercice effectif de leurs fonctions en compensation des sujétions et des responsabilités résultant de leur charge publique.

Cette indemnité est fixée dans la limite d'une enveloppe financière variant selon la strate démographique de la commune. Son octroi est soumis à délibération du Conseil Municipal.

Il est donc possible d'allouer des indemnités de fonctions, dans la limite de l'enveloppe définie ci-dessus, au Maire et aux Adjoints. En outre, les Conseillers Municipaux peuvent bénéficier d'indemnités de fonction, lorsqu'ils reçoivent une délégation, dans le respect de l'enveloppe indemnitaire globale, c'est-à-dire de l'enveloppe constituée des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au Maire et aux Adjoints en exercice, sans majorations, dans la limite de 6% de l'indice brut terminal de la fonction publique.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **FIXE** les indemnités allouées au maire, adjoints et conseillers municipaux délégués de la manière suivante :

Le montant maximal de l'enveloppe des indemnités de fonction du Maire et des Adjoints est égal au total de l'indemnité maximale du maire (55 % de l'indice brut terminal de la fonction publique) et du produit de 22 % de l'indice brut terminal de la fonction publique par le nombre d'Adjoints (soit 8 Adjoints).

A compter du 28 mai 2020, le montant des indemnités de fonction du Maire, des Adjoints et des conseillers municipaux titulaires d'une délégation est, dans la limite de l'enveloppe définie ci-dessus, fixé aux taux suivants :

- Maire : 54,9995 % de l'indice brut terminal de la fonction publique,
- 1^{er} Adjoint : 20,50 % de l'indice brut terminal de la fonction publique,
- 2^{ème} Adjoint : 20,50% de l'indice brut terminal de la fonction publique,

- 3^{ème} Adjoint : 20,50% de l'indice brut terminal de la fonction publique,
- 4^{ème} Adjoint : 20,50% de l'indice brut terminal de la fonction publique,
- 5^{ème} Adjoint : 20,50% de l'indice brut terminal de la fonction publique,
- 6^{ème} Adjoint : 20,50% de l'indice brut terminal de la fonction publique,
- 7^{ème} Adjoint : 20,50% de l'indice brut terminal de la fonction publique,
- 8^{ème} Adjoint : 20,50% de l'indice brut terminal de la fonction publique,
- 1^{er} Conseiller délégué : 4 % de l'indice brut terminal de la fonction publique,
- 2^{ème} Conseiller délégué : 4 % de l'indice brut terminal de la fonction publique,
- 3^{ème} Conseiller délégué : 4 % de l'indice brut terminal de la fonction publique.

A noter qu'afin de respecter le montant de l'enveloppe globale, le taux de l'indemnité du Maire est ajusté.

Les indemnités de fonction sont payées mensuellement et revalorisées en fonction de la valeur du point d'indice des fonctionnaires.

Les crédits correspondants sont prévus et inscrits au budget.

➤ VALIDE le tableau en annexe récapitulant les indemnités de fonction des élus locaux.

TABLEAU ANNEXE : Indemnités de fonction des élus locaux

Prévu à l'article L2123-20-1 du CGCT

	Détermination de l'enveloppe maximale mensuelle		Montant des indemnités déterminées par le Conseil Municipal	
Fonction de l'élu	Taux en % de l'IB max de la fonction publique	Montant actuel	Taux en % de l'IB max de la fonction publique	Montant actuel
Maire	55%	2 139,17 €	54,9995 %	2 139,15 €
1er Adjoint	22%	855,67 €	20,50%	797,33 €
2ème Adjoint	22%	855,67 €	20,50%	797,33 €
3ème Adjoint	22%	855,67 €	20,50%	797,33 €
4ème Adjoint	22%	855,67 €	20,50%	797,33 €
5ème Adjoint	22%	855,67 €	20,50%	797,33 €
6ème Adjoint	22%	855,67 €	20,50%	797,33 €

7ème Adjoint	22%	855,67 €	20,50%	797,33 €
8ème Adjoint	22%	855,67 €	20,50%	797,33 €
Conseiller délégué	0%	0 €	4,00%	155,58 €
Conseiller délégué	0%	0 €	4,00%	155,58 €
Conseiller délégué	0%	0 €	4,00%	155,58 €
TOTAL		8 984,53 €		8 984,53 €

8. ELECTION DES MEMBRES TITULAIRES ET SUPPLEANTS DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES (CAO) (Rapporteur : Eric PEYRON)

Il convient, suite aux élections municipales du 15 mars 2020, de constituer la Commission d'Appel d'Offres (CAO) à caractère permanent qui sera réunie en fonction des besoins et ce, pour la durée du mandat.

Dans le contexte actuel de l'état d'urgence sanitaire, le décret n° 2020-571 du 14 mai 2020 fixe au 18 mai 2020 la date d'entrée en fonction des nouveaux élus issus du 1^{er} tour du scrutin.

Conformément à l'article L.1414-2 du Code Général des Collectivité Territoriale (C.G.C.T), la Commission d'Appel d'Offres intervient pour les marchés publics dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens qui figurent en annexe du code de la commande publique.

Les seuils relatifs aux procédures formalisées applicables aux consultations engagées à compter du 1^{er} janvier 2020 ont été déterminés comme suit :

Objet	Seuils de procédure formalisée
Marché de fourniture et services	A partir de 214 000.00 € HT
Marché de travaux	A partir de 5 350 000.00 € HT

Ces seuils européens de procédure applicables aux contrats de la commande publique sont révisés tous les deux ans par la commission Européenne en fonction des fluctuations des cours monétaires.

Les règles de composition de la CAO et celle de la CDSP sont identiques, l'article L.1414-2 du CGCT (*relatif aux marchés publics*) renvoyant à l'article L.1411-5 du CGCT pour l'élection de la CAO.

Vu les dispositions de l'article L.1411-5 II a du C.G.C.T, prévoyant que la commission d'appel d'offres d'une commune de plus de 3 500 habitants doit comporter, en plus de l'autorité habilitée à signer les marchés publics ou son représentant, président (Maire) de 5 membres de l'assemblée

délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste, ainsi que des membres suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires. Il s'agit d'un scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel.

En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la commission d'appel d'offres par le suppléant inscrit sur la même liste et venant immédiatement après le dernier titulaire élu de ladite liste. Le remplacement du suppléant, ainsi devenu membre titulaire, est assuré par le candidat inscrit sur la même liste, immédiatement après ce dernier.

Il est procédé au renouvellement intégral de la commission d'appel d'offres lorsqu'une liste se trouve dans l'impossibilité de pourvoir, dans les conditions telles que prévues à l'alinéa précédent, au remplacement des membres titulaires auxquels elle a droit.

Il est précisé que les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

Le Conseil Municipal décide de laisser un délai de 5 minutes pour le dépôt, auprès du Maire, des listes de candidats aux fonctions de membres titulaires et suppléants de la CAO. M. Le Maire constate le nombre de listes déposées à savoir une seule celle présentée par M. PEYRON, au titre de la liste « Construisons ensemble le Mably de demain ».

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du C.G.C.T, pour être instituée valablement, la C.A.O fait l'objet d'une élection à bulletin secret, par l'assemblée délibérante.

L'assemblée délibérante décide de procéder, au scrutin secret de la liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste, à l'élection des cinq membres titulaires et des cinq membres suppléants devant composer la commission d'appel d'offres à caractère permanent en plus du Président (*Maire*).

Membres titulaires

Sièges à pourvoir: 5

Une seule liste

Nombre de votants : 28

Bulletins blanc ou nuls : 4

Nombre de suffrages exprimés : 24

Quotient électoral (*suffrages exprimés /sièges à pourvoir*) : 4,8

	Voix	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	TOTAL
Liste 1 : Construisons ensemble le Mably de demain (M. PEYRON)	24	5	0	5

Membres suppléants (*vocation à remplacer temporairement les membres titulaires de la C.A.O*)

Sièges à pourvoir: 5

Une seule liste

Nombre de votants : **28**

Bulletins blanc ou nuls : **4**

Nombre de suffrages exprimés : **24**

Quotient électoral (*suffrages exprimés /sièges à pourvoir*) : **4,8**

	Voix	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	TOTAL
Liste 1 : Contruisons ensemble le Mably de demain (M. PEYRON)	24	5	0	5

Le remplacement définitif d'un membre titulaire n'induit pas une nouvelle élection, il s'opère par titularisation du suppléant figurant en première position sur la même liste que le titulaire.

La démission d'un membre suppléant, alors même que la liste sur laquelle il a été élu ne comprendrait plus d'autres membres du conseil municipal suppléants susceptibles de le remplacer n'entraîne pas de renouvellement intégral de la commission dès lors que le membre titulaire conserve son siège.

L'obligation de procéder au remplacement total des membres titulaires de la commission interviendra conformément à l'article L.2121-22 du CGCT, uniquement lorsque celle-ci n'assurera plus le respect du principe de la représentation proportionnelle des différentes tendances en son sein.

Les règles de fonctionnement de la commission d'appel d'offres sont les suivantes :

La voix du président est prépondérante en cas de partage égal des voix.

Lorsque le Maire, Président de la CAO, ne peut être présent, il ne peut se faire représenter par un membre de la CAO. A ce titre, un autre représentant habilité à signer les marchés peut recevoir délégation pour présider la CAO.

En cas d'absence d'un membre titulaire, celui-ci est remplacé par le premier suppléant sur la liste de suppléance.

En l'absence de disposition particulière, le délai de convocation de la commission d'appel d'offres s'effectue dans un délai minimum de 5 jours francs entre la date de convocation et la date de réunion dans les conditions prévues à l'article L.2121-12 du CGCT et selon un mode opératoire dématérialisé permettant de certifier de manière certaine de la date d'envoi de la convocation. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le maire sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc.

Conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du C.G.C.T, le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents.

Si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum.

Lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission, le comptable de la collectivité et le représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission. Leurs observations seront consignées au procès-verbal de la séance de la commission.

Peuvent participer à la commission, avec voix consultative, des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale désignés par le président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet du marché.

La commission d'appel d'offres a pour compétences :

- D'attribuer les marchés (*choisir le(s) titulaire(s) du marché*) conformément à l'article L1414-2 du C.G.C.T.
- Donner, conformément à l'article L.1414-4 du C.G.C.T, un avis sur tout projet d'avenant à un marché public entraînant une augmentation du montant global supérieure à 5%. Lorsque l'assemblée délibérante est appelée à statuer sur un projet d'avenant, l'avis de la commission d'appel d'offres lui est préalablement transmis. *« Toutefois, ces dispositions ne sont pas applicables lorsque ces avenants concernent des marchés publics qui ne sont pas soumis à la commission d'appel d'offres ».*

En conséquence, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** la composition de la Commission d'Appel d'Offres (C.A.O)
- **DESIGNE** les membres de la commission comme suit :

Président (*membre de droit*) : Eric PEYRON (Maire)

Proclame élus les membres titulaires suivants :

- Robert GODOT
- Patrick GAYA
- Serge PRALAS
- Karim BEN TAÏEB
- Ambre VIGOGNE

Proclame élus les membres suppléants suivants :

- Maurice DION
- Xavier VILLARD
- Jacky GENESTE
- Douada DIALLO
- Patricia SECCO

9. CONDITIONS DE DEPOT DE LISTES POUR L'ELECTION DE LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (CDSP) A VOCATION GENERALE
(Rapporteur : Eric PEYRON)

L'article L.1411-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) indique que les collectivités territoriales, leurs groupements ou leurs établissements publics peuvent confier la gestion d'un service public dont elles ont la responsabilité à un ou plusieurs opérateurs économiques par une convention de délégation de service public définie à l'article L.1121-3 du code de la commande publique préparée, passée et exécutée conformément à la troisième partie de ce code.

L'article L.1121-3 du Code de la Commande Publique prévoit que :

« Un contrat de concession de services a pour objet la gestion d'un service. Il peut consister à concéder la gestion d'un service public.

Le concessionnaire peut être chargé de construire un ouvrage ou d'acquérir des biens nécessaires au service.

La délégation de service public mentionnée à l'article L. 1411-1 du code général des collectivités territoriales est une concession de services ayant pour objet un service public et conclue par une collectivité territoriale, un établissement public local, un de leurs groupements, ou plusieurs de ces personnes morales. »

Ainsi, la passation d'une délégation de service public exige le respect des règles générales prévues tant par le Code de la Commande Publique mais également les règles spécifiques aux collectivités territoriales édictées par le CGCT.

L'article L.3 du Code de la Commande publique rappelle également, dans le même temps, que les contrats de concession sont soumis aux principes fondamentaux de la commande publique et précisément la liberté d'accès, de l'égalité de traitement des candidats et à la transparence des procédures. Le respect de ces principes permet *« d'assurer l'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics. »*

Si l'autorité concédante organise librement une procédure de publicité et mise en concurrence qui conduit au choix du concessionnaire, il est nécessaire d'instituer une commission de délégation de service public amenée notamment à examiner et formuler un avis sur les offres des candidats.

Au terme de l'article L.1411.5 du CGCT, la commission est composée lorsqu'il s'agit d'une commune de 3 500 habitants et plus, par l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, président (Maire) et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste ainsi que des membres suppléants en nombre égal. Il s'agit d'un scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Préalablement aux opérations électorales de désignation des membres titulaires et suppléants, et conformément à l'article D.1411-5 du CGCT, l'assemblée délibérante doit définir les conditions de dépôt des listes pour élire de nouveaux membres selon des modalités qui lui appartient de déterminer ; l'élection proprement dite faisant l'objet d'une seconde délibération lors d'une séance ultérieure.

Il est donc proposé à l'assemblée délibérante, dans un premier temps de fixer les conditions de dépôt des listes pour l'élection des membres de la commission de délégation de service public (DSP) :

- Les listes ayant pour objet la désignation des membres de la CDSP, seront adressées par voie postale à l'attention de Monsieur le Maire de la commune de Mably ou par voie dématérialisée à l'adresse générique de la Mairie (mairie@ville-mably.fr) au plus tard le 15 juin 2020. Il est prévu que c'est à la séance du Conseil Municipal du 8 juillet 2020 qu'il sera procédé cette désignation.
- Il est précisé que les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.
- Les listes devront indiquer les noms et prénoms des candidats aux postes de titulaires et de suppléants.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** les conditions de dépôt des listes de la commission de délégation de service public comme suit :
 - Les listes ayant pour objet la désignation des membres de la commission DSP, seront adressées par voie postale à l'attention de Monsieur le Maire de la commune de Mably ou par voie dématérialisée à l'adresse mail de la Mairie (mairie@ville-mably.fr) au plus tard le 15 juin 2020. Il est prévu que c'est à la séance du Conseil Municipal du 8 juillet 2020 qu'il sera procédé cette désignation.
 - Il est précisé que les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.
 - Les listes devront indiquer les noms et prénoms des candidats aux postes de titulaires et de suppléants.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à effectuer les démarches et à signer tous documents afférents à la présente délibération.

10. APPROBATION AVENANT N° 1 A LA CONVENTION AVEC LA MAIRIE DE POUILLY SOUS CHARLIEU POUR LA POURSUITE DE LA MISE A DISPOSITION D'UN AGENT (Rapporteur : Eric PEYRON)

Dans le cadre de la reprise à temps partiel thérapeutique le 2 avril 2020 pour une durée de 3 mois (qui sera certainement renouvelée le 2 juillet prochain) de la responsable titulaire du service direction générale, il a été décidé de renouveler la mise à disposition de l'agent provenant de la Commune de Pouilly-Sous-Charlieu depuis le 1^{er} mai dernier.

Cet agent intervient à raison de 17.5 h par semaine pour exercer des missions spécifiques au sein du service direction générale au sein de la ville de Mably pour la période du 1^{er} mai au 31 mai 2020. Cet avenant prévoit également la possibilité de renouveler cette mise à disposition sur les mois de juin, voire jusqu'au 31 juillet 2020 maximum, réinterrogeant la quotité de travail sur chaque mois au regard des besoins réels du service

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **ACTE** les termes de l'avenant à la convention de mise à disposition d'un agent de la Commune de Pouilly sous Charlieu à la Commune de Mably
- **AUTORISE** M. Le Maire ou son représentant à appliquer le renouvellement de cette mise à disposition si besoin jusqu'au 31 juillet 2020
- **DONNE** à M. Le Maire ou à son représentant tout pouvoir pour sa mise en œuvre.

11. CARTE SCOLAIRE DU 1^{ER} DEGRE - RENTREE SCOLAIRE 2020 - DESAPPROBATION DE L'ANNONCE DE LA FERMETURE DE CLASSE AU SEIN DE L'ECOLE MATERNELLE JACQUES PREVERT (Rapporteur : Ambre VIGOGNE)

Par courrier du 22 avril dernier, Monsieur le Directeur Académique des Services de l'Education de la Loire nous confirmait la fermeture d'une classe au sein de l'école Maternelle Jacques Prévert, suite au départ à la retraite d'une enseignante non remplacée.

En réponse immédiate, et par un courrier en date du 28 avril, M. Le Maire de la commune de Mably a fait part de son plus grand étonnement ne s'attendant pas à une telle annonce dans le contexte de crise sanitaire.

Chaque année, la municipalité est associée à la réflexion de la carte scolaire, afin de pouvoir émettre un avis. Si le contexte sanitaire actuel ne favorisait pas forcément la concertation, un échange en amont aurait été nécessaire dont le défaut dénote d'une décision prise de façon unilatérale de nature à nuire à la qualité du partenariat avec l'Education Nationale avec pourtant de nombreux défis importants à relever ensemble avec la reprise progressive des écoles depuis le 18 mai dernier. Par ailleurs, la collectivité n'a été informée que tardivement du calendrier des instances réglementaires, et notamment de la tenue du Comité Technique Spécial Départemental le 14 avril et du Comité Départemental de l'Education Nationale le 17 avril, et de sa composition, ce qui ne nous a pas permis de demander aux collectivités locales qui y siègent de défendre la position de la commune de Mably et dans le même temps sensibiliser davantage M. Le Préfet aux conséquences de cette fermeture de classe dans une école classée en Réseau Education Prioritaire tant pour les familles, que pour le personnel enseignant et communal qui accompagne les enfants.

Le projet de fermeture de classe prévu à l'école maternelle Jacques Prévert à Mably pour la rentrée de septembre 2020 repose sur un raisonnement à l'échelle départementale pour lequel les conséquences à l'échelle locale n'ont pas été mesurées d'autant que la nouvelle équipe municipale souhaite engager un temps de formalisation autour du projet éducatif, incluant la carte scolaire, mais également la garantie d'une école équitable. Or, cette décision va à l'encontre de notre projet politique.

Pour rappel, le groupe scolaire Prévert se situe au cœur du quartier Noyon-Troyon. La commune de Mably, en partenariat étroit avec OPHEOR, a souhaité lancer, à l'instar de l'opération réussie de renouvellement urbain réalisée sur le quartier du Marly en partenariat avec Loire Habitat, une opération de requalification urbaine sur le quartier de Noyon constitué de 240 logements locatifs sociaux datant des années 1970. Situé dans une zone à dominante pavillonnaire, cet ensemble locatif social présente les caractéristiques urbaines similaires à celles des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville, à savoir un ensemble d'immeubles identiques disposés dans un paysage ouvert avec un réseau de desserte interne déconnecté du système viaire environnant. L'objectif global est de retrouver une attractivité du site et des résidences, d'améliorer le bâti notamment en termes de confort énergétique et d'accessibilité tout en maintenant le montant des loyers à un niveau modéré, de reconnecter ce groupe d'habitat social au reste de la ville et notamment au centre social et au groupe scolaire Jacques Prévert, d'améliorer la trame viaire du quartier et requalifier les espaces publics afin de renforcer l'image et l'attractivité du site et d'améliorer la fonctionnalité des espaces.

L'école est classée en Réseau Education Prioritaire et de surcroît dans un quartier de veille politique de la ville dont la population est fortement marquée par la présence de nombreuses familles en difficultés sociales et familiales, d'origine étrangère dans un contexte linguistique très diversifié. Cette décision aura donc un impact direct sur la réussite scolaire de ces enfants ce que les élus municipaux regrettent fortement.

En effet, proposer de basculer l'effectif de Grande Section sur l'école élémentaire pose véritablement question. Si la maternelle a pour objectif de préparer aux objectifs pédagogiques de l'élémentaire en douceur (cadre propice, présence d'une ATSEM dans la classe etc...), que va-t-il se passer pour ces enfants ? Sachant, que les CP sont d'ores et déjà en classes dédoublées, tout comme les CE1. Est-ce que des GS seront regroupés avec des CE2 voire CM1, ce qui peut interroger en termes de cohérence pédagogique et éducative.

De plus, le fait de réduire les effectifs et classes au sein de l'école maternelle Jacques Prévert, aura un impact sur l'accueil des enfants de moins de trois ans et des Toutes Petites Sections, rendu obligatoire en Réseau Education Prioritaire. Or n'est-ce pas dommageable d'autant que nous

partageons ensemble le fait que les apprentissages précoces et la préscolarisation peuvent contribuer à réduire les inégalités scolaires et sociales ?

L'effectif attendu à la rentrée de septembre 2020 semble enfin être suffisant pour maintenir les 4 classes en Réseau Education Prioritaire d'autant plus que les inscriptions ne sont pas stabilisées au regard de la période récente du confinement.

A ce stade et compte-tenu de ces éléments, le Conseil Municipal s'oppose donc fermement à la fermeture de cette classe.

De plus, M. BLANQUER, dans son annonce du 27 mars dernier, annonçait qu'aucune classe ne pourrait fermer dans les communes de zones rurales de moins de 5 000 habitants sans l'accord du Maire. Ajoutant également qu'en milieu urbain (+ de 5 000 habitants) l'équilibre entre ouverture et fermeture serait réétudié, et des fermetures ainsi neutralisées.

Le Conseil Municipal demande donc, dans ce contexte, à bénéficier d'une nouvelle analyse de l'ensemble des mesures proposées dans toutes les communes de la Loire, y compris celles dont la population est supérieure au seuil des 5 000 habitants (Mably donc), afin de neutraliser certaines fermetures pour la prochaine rentrée.

M. BARRIQUAND indique également que les syndicats d'enseignants sont désormais écartés des instances réglementaires.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **S'OPPOSE** à la fermeture d'une classe au sein de l'école maternelle Jacques Prévert pour la rentrée scolaire 2020/2021.
- **DEMANDE** à bénéficier d'une nouvelle analyse de l'ensemble des mesures proposées dans toutes les communes de la Loire, y compris celles dont la population est supérieure au seuil des 5000 habitants comme la commune de Mably, afin de neutraliser certaines fermetures pour la prochaine rentrée, et ce dans une véritable concertation menée étroitement avec l'équipe enseignante, les élus municipaux et la direction académique.
- Un exemplaire de la présente délibération sera adressé à M. Le Directeur Académique des Services de l'Education de la Loire ainsi qu'aux parents d'élèves et aux enseignants de l'école Maternelle et Élémentaire Jacques Prévert.

12. QUESTIONS DIVERSES

Avant de clôturer la séance, M. Le Maire donne la parole aux élus pour diverses interventions.

M. BARRIQUAND fait la déclaration suivante au titre de la liste « Bien vivre à Mably » :

« Le temps des élections municipales est pour notre commune terminé, la période de confinement peut-être aussi.

Cette période a été pour beaucoup un moment difficile modifiant radicalement nos habitudes de vie souvent bien établies.

Cette épreuve sanitaire, sociétale, économique est venue renforcée les fondements de notre engagement au sein de la liste « Bien Vivre à Mably ».

Le COVID-19 est d'origine animale, la déforestation et la mondialisation des échanges, sont entièrement responsables de sa transmission à l'homme et de sa rapide dispersion planétaire. Cette pandémie vient après le SRAS, Ebola, H1N1 et si rien ne change, il y en aura d'autres. Ce que nous venons de vivre n'est que la répétition générale à l'échelle 1/1000ème de ce qui nous attend avec le réchauffement climatique.

En effet, d'ici à la fin du siècle, 74 % de la population mondiale pourrait être soumise à des températures non supportables, pendant plus de 20 jours consécutifs. 500 millions à un milliard de réfugiés climatiques seront en mouvement d'ici à 2050.

C'est donc bien dans l'émergence rapide du « monde d'après » que nous inscrivons notre travail au sein du Conseil Municipal.

Pour cela, nous défendrons avec encore plus de convictions nos objectifs en faveur d'une démocratie où chacun est bien informé où les projets communaux, intercommunaux et les grandes décisions doivent être initiés, construits, débattus et validés par les citoyennes et les citoyens. A ce titre, je regretterai que les élus d'opposition à Mably n'aient pas accès à Roannais Agglomération pour y faire vivre le débat démocratique alors que des compétences décisionnaires majeures s'y exercent. L'intercommunalité est aujourd'hui un instrument de pouvoir menée par une poignée d'élus cumulards où se concentre le pouvoir.

Nous soutiendrons les changements indispensables pour que le développement du territoire ne soit plus celui d'avant. Protéger les espaces naturels et agricoles, (pour rappel : en France, l'équivalent de la surface d'un département est artificialisé tous les 5 ou 6 ans) et développer l'agriculture bio et les circuits courts. Produire raisonnablement, consommer moins et mieux.

Que l'aménagement urbain ne soit plus centré seulement autour de la voiture, et que les modes de déplacement doux et le transport collectif soient, réellement, priorités.

Les exigences de la transition écologique et de la justice sociale sont intimement liées. Chaque vie compte. Nous affirmons que Mably et l'agglomération doivent s'inscrire dans une vision humaine, solidaire et digne en luttant contre la pauvreté et la précarité.

Nous pensons qu'une ville appartient à toutes celles et tous ceux qui la font vivre, qui l'habitent et à ce titre, nous reconnaissons à tout habitant, de toute origine, de toute situation :

- *Le droit d'être inclus, intégré, inséré dans la communauté et donc de participer à son amélioration*
- *Le droit de pouvoir être logé décemment*
- *Le droit de pouvoir se nourrir et se vêtir*
- *Le droit à un accès réel aux soins*
- *Le droit à un égal accès à la culture*
- *Le droit d'être traité dignement et de voir son humanité reconnue, quelle que soit son origine, quelle que soit sa situation sociale, quel que soit son handicap.*

Nous nous engageons à toujours agir pour faire respecter ces droits primordiaux, nécessaires à l'émancipation.

Pour nous, cela signifie qu'une politique municipale inclusive et résiliente doit avoir comme objectifs :

- *De porter et de participer à la transformation rapide du territoire dans les domaines de l'alimentation, de l'emploi, du logement, des déplacements, de la santé, etc.*
- *L'implication d'un vivier associatifs, des soutiens, d'accepter des propositions, des inventions, des innovations et de s'appuyer sur une force collective. Il faut impliquer l'ensemble des Mablyrots dans cette transformation de la ville.*
- *D'arrêter la course à la croissance dans un monde fini, d'arrêter la compétition des territoires pour tendre vers la coopération. Un nouvel indicateur est donc à inventer pour évaluer les changements à apporter pour un développement durable.*

Par conséquent, nous "soutiendrons" les initiatives de la majorité qui vont dans ce sens mais nous serons là pour rappeler qu'elles ne peuvent se réduire à un saupoudrage écologique et social. Les petits pas ne suffisent plus. »

M. Le Maire indique partager une partie des propos ainsi tenus au regard de la délégation Développement Durable/Agenda 2030 qui reposera sur la mise en œuvre d'actions concrètes à l'échelle de la commune et relevant de son champ de compétence. Il invite M. BARRIQUAND à participer activement aux travaux des commissions et groupes de travail qui seront mis en place lors du Conseil Municipal du 8 juillet prochain.

M. PEGON intervient à son tour au titre de la liste « Construisons ensemble le Mably de demain » :

« Monsieur le Maire, mes chers collègues,

Avant de débiter mon propos, je voudrais saluer et remercier le personnel soignant qui depuis plusieurs mois a fait preuve d'un courage exceptionnel. Les applaudissements que nous avons pu entendre chaque soir, ont été à la hauteur de son dévouement même si à mes yeux, les sauveteurs de la vie, mes chers collègues, s'applaudissent chaque jour de l'année. Un grand Merci à eux !

Après la période tumultueuse que nous venons de traverser, deux chemins s'ouvrent devant nous, celui d'un monde meilleur ou bien pire. Un monde où la justice, telles que la justice sociale mais aussi la liberté, l'égalité, la fraternité, la paix, tout simplement ce que représentent les valeurs de l'humanisme ne seraient plus que des mots mais une réalité. De l'autre côté, il y aurait un chemin aride tant il a été emprunté. Ce chemin porterait les prétendues vertus de l'individualisme s'acoquinant étroitement avec l'égoïsme qui serait saupoudré par un vieux fonds de bellicisme. A la vue des événements que nous venons de connaître, nous avons pu remarquer que les mots choisis n'étaient pas forcément dans la vision du pacifisme. Pourquoi a-t-il fallu ce langage si dur ? Pourquoi se présenter en chef de guerre alors que nous avons plus besoin d'un médecin généraliste ? À ces questions pas de réponse. Je regrette que les mots aient été si douloureux à être prononcés ce qui aurait permis une meilleure compréhension. Cependant maintenant, nous devons nous tourner vers l'avenir ! Mais, je constate avec tristesse que pour le moment, il n'est pas glorieux. Nous pouvons le remarquer ce soir avec la fermeture d'une classe dans notre école maternelle Jacques PRÉVERT. Voilà encore un service public de proximité qui ferme car la marche mondiale est faite, hélas, dans ce sens. Cependant, nous avons pu constater qu'en suivant cette marche mondiale, nous nous sommes oubliés les uns envers les autres. Certes, cette crise sanitaire est une tragédie mais elle a pu nous permettre de renouer les uns avec les autres. Bien entendu, je n'oublie pas que nous sommes tous divers et que nos idéaux le sont tout autant. Mais ma génération avec la part de naïveté qui va avec et j'aimerais supposer que toutes les personnes qui sont ici partagent ce même sentiment, nous avons l'espoir que notre monde sera meilleur que demain. Voilà ce mot : « espoir ». Espoir que l'on pourra vivre plus dignement. Espoir que l'égalité des chances, ne sera plus une simple illusion. Espoir que le monde comprenne que nous sommes tous des êtres vivants. Espoir de démarrer ensemble une société où les notions de partage seront plus ancrées dans nos mœurs. Tous simplement, espoir de profiter pleinement de la vie. Je vous remercie. »

Ainsi que M. LACOTE au titre de la liste « Un nouvel Avenir pour Mably » :

« Monsieur le Maire, Mesdames Messieurs les (futurs) adjoints, Mesdames Messieurs les Conseillers Municipaux,

Le 15 mars dernier, nous avons tous été élus pour les 6 prochaines années à venir. La crise sanitaire que nous venons de traverser a chamboulé l'élection municipale. En effet, avec un taux d'abstention de plus de 66 %, soit 1 820 votants sur 5 398, difficile de se prétendre élu à la majorité.

Le 15 mars dernier, vous qualifiez la campagne « d'inexistante et décevante », mais Monsieur le Maire, doit-on rappeler de quelle liste provenait le tract déposé le 12 mars, dans lequel vous et votre liste preniez un malin plaisir à dénigrer vos adversaires ? Etrangement, 1 jour avant la fin de campagne. Doit-on également vous rappeler que nos affiches ont également été dégradées ?

Les élus de notre groupe d'opposition seront présents tout au long du mandat 2020-2026. Solidarité, Ecologie, Développement économique... font partie de nos principales valeurs que nous souhaitons défendre pour notre ville. Nous souhaitons que Mably devienne une ville moderne, dynamique, qu'elle entre dans le XXIème siècle, comme vous le citiez le soir de l'élection.

Notre équipe est prête à se mettre au travail, à vos côtés, afin de garantir un nouvel avenir pour Mably. Vous pouvez bien entendu compter sur nous pour soutenir les propositions qui nous sembleront juste pour Mably.

Je vous remercie. »

M. Le Maire rappelle que le débat qui avait pour habitude de se tenir de manière historique dans le cadre du renouvellement du conseil municipal n'a pas pu se dérouler en 2014 ni cette année en l'absence de candidats désireux de présenter leurs projets devant la population. Il invite M. LACOTE à participer activement aux travaux des commissions et groupes de travail qui seront mis en place lors du Conseil Municipal du 8 juillet prochain.

Il rappelle enfin la date du prochain Conseil Municipal le mercredi 8 juillet à 18 H 30.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 H 41.

Affichage le 4 juin 2020 à la porte de la Mairie et à la porte du gymnase du Bourg.

**Le Maire,
Eric PEYRON**



**Secrétaire de séance,
Arnaud PEGON**



